

## CR sud CA du 20 décembre 2007

La réunion du Conseil d'Administration de l'INRA a débuté par une revue de l'actualité par Madame Guillou.

La grande nouveauté en 2007 est que l'agriculture revient au centre des préoccupations comme le montre le rapport récent de la banque mondiale. La question de la hausse brutale et forte des prix des matières premières agricoles préoccupe les administrateurs qui s'interrogent sur la capacité de la recherche à aider à prévoir les évolutions.

La charte de l'expertise scientifique collective (ESCO) est adoptée et sera proposée aux autres établissements de recherche : elle définit le domaine d'application, les principes fondamentaux et impose notamment la déclaration de conflit d'intérêts à tous les experts participants à des ESCO INRA.

Les carrefours de l'innovation agronomiques sont mis en place pour le transfert car les schémas des années 60 ne fonctionnent plus (« protection intégrée des cultures pérennes » le 22 novembre 2007).

Différents scénarios avec 3 niveaux de croissance ont été testés par la « Prospective INRA 2013 » pour l'agriculture française. Des évolutions inquiétantes seraient à craindre, en totale contradiction avec le souci d'encourager une agriculture plus durable, notamment le recul de l'élevage basé sur l'herbe au rôle très important dans l'occupation harmonieuse du territoire. Dans l'étude, les agrocarburants sont un élément clé dans le jeu économique, en tirant les cours des grains vers le haut, surtout par la production d'éthanol à partir de maïs aux Etats-Unis.

*Pour nous, ce type d'étude, cantonnée au domaine économique, n'alerte pas sur les conséquences désastreuses de cette nouvelle filière au niveau mondial. Même si les observateurs s'entendent aujourd'hui sur les très mauvais bilans des bio-agrocarburants de la première génération, rien ne semble pouvoir arrêter les catastrophes environnementales et humaines en cours dans les pays du sud (Brésil, Indonésie...).*

### Budget 2008

Les priorités se portent sur la chimie verte (biomasse du futur), les systèmes agricoles innovants, l'écologie numérique (???), l'adaptation au changement climatique. La dotation des unités est maintenue (+0.8%). Le recrutement de titulaires concernera 79 CR et 241 ITA, sans création de postes mais sans suppression (ouf !). A ce titre « la recherche publique serait privilégiée » selon les représentants ministériels.

*Nous savons déjà que les besoins nouveaux seront pourvus par une vague supplémentaire de CDD ! La variable d'ajustement porte sur les emplois non permanents.*

Parmi les candidats au concours de CR en 2007, 27% étaient des étrangers. La réserve budgétaire représente 7% du budget global soit autant de fonctionnement en moins. Le gros patrimoine immobilier de l'INRA est sous entretenu et les crédits de destruction vont être augmentés.

Un fonds de pré valorisation est créé pour combler le fossé entre la recherche amont (publication scientifique) et l'échelle industrielle pour faire la « preuve du concept ».

Une bonne nouvelle : en place depuis 2005, la TVA rémanente est retirée du budget 2008, le gâchis s'arrête. La part employeur due au titre des pensions civiles est portée de 39.5 à 50%. L'IFSIC (prime de fonction) sera attribuée aux DU sur 2 niveaux en 2007 suivant l'effectif des unités (de 39 à 90 personnes : 1500€/an ; plus de 90 : 4000€) et sur 3 niveaux en 2008.

**Les sept représentants des salariés (INRA : CFDT, CFTC, CGT, SUD ; agroalimentaire : CFDT et CGT) ont voté « contre ».**

*Pour nous, il n'y a pas de recherche durable sans emplois durables !*

### **Fusion des centres de Nantes et Angers**

Pour des raisons de politique régionale et de dimension (200 personnes dans chacun), l'INRA souhaite regrouper les deux centres. Les conséquences pour les personnels (multiplication des déplacements) ne semblant pas être prioritaires pour la direction, **les représentants des salariés ont voté « contre » sauf la FGA CFTD qui s'est abstenue.**

*Mais ce regroupement pourrait être remis en cause si la réunification de la Bretagne historique, souhaitée par la population de Loire Atlantique, venait à se concrétiser.*

### **Geves : délocalisation de la Minière à Angers**

Un arrêté sur la possibilité pour les agents du GEVES qui acceptent la mobilité géographique de bénéficier de l'indemnité spéciale de décentralisation, l'allocation à la mobilité des conjoints et le complément exceptionnel de localisation en province a été mise au vote du CA. **Vote « pour » des élus dans l'intérêt des personnels mutés à Angers.**

*Mais seulement une partie du personnel de la Minière va partir à Angers, et les autres collègues essaient de se « recaser » en région parisienne.*

### **Grenelle de l'environnement : bilan et perspectives pour l'INRA**

Déclaration de l'élu SUD : « Avec le Grenelle de l'environnement nous avons espéré, naïvement sans doute, un changement de cap pour l'agriculture. Après la consultation large des parties prenantes, ouverte aux associations dont les environnementalistes (grands absents des instances consultatives et décisionnelles de l'INRA) un ambitieux dessein émergeait, celui de l'avènement d'une agriculture écologique et productive.

*Au vu des perspectives pour l'INRA, qu'en reste t-il deux mois après ?*

*De 2 choses l'une :*

- soit il s'agissait pour le gouvernement de solder une promesse de campagne faite à M. Hulot en organisant une belle kermesse médiatique
- soit le choix politique d'une agriculture soutenable n'est pas relayé par la recherche à la hauteur des enjeux.

*En effet comment croire que la recherche appuiera la réduction de 50% de l'usage des pesticides en moins de 10 ans et le passage à 6% de la SAU en agriculture biologique en 3 ans, avec les pauvres moyens dédiés aux systèmes alternatifs ?*

*Les débats du CA du 18 octobre avaient entériné un constat partagé de l'écart abyssal, mesuré par le nombre de publications, entre recherches conduites sur l'agriculture et recherches conduites sur l'environnement : 2<sup>e</sup> rang dans un cas et 24<sup>e</sup> dans l'autre. Quand va-t-on rééquilibrer les moyens entre génie agroécologique et génie génétique (PGM) ?*

*La révolution doublement verte, du produire plus au produire mieux, demande un projet fort, mobilisateur pour l'intérêt général et pour les personnels de l'institut. Ce n'est pas d'un vague accompagnement servi par quelques subsides de l'ANR couplé à un affichage opportuniste dont nous avons besoin mais d'une remise en cause radicale des objectifs de la recherche agronomique.*

*Est ce pour anticiper les carences actuelles de l'INRA que la note de la direction sur les suites du Grenelle souligne, page 8, que face « à une attente très forte » vis-à-vis de la recherche existe « un risque important de décevoir à court terme » ?*

*Un exemple parmi beaucoup d'autres, la certification de haute valeur environnementale cible les exploitations des lycées agricoles et pas celles de l'INRA, pourquoi ?*

*Pour terminer, sur la question des PGM, nous constatons que la direction de l'INRA met en avant les principes adoptés par le CA le 27 juin sur les essais en plein champ alors que ceux-ci ne figuraient que dans une annexe quasi introuvable de l'avis soumis au vote ! »*

Lors de la discussion, le directeur scientifique de l'INRA a félicité le lobby agro-industriel, en s'asseyant au passage sur les conclusions de l'expertise collective scientifique pesticides, pour les progrès réalisés lors des 15 dernières années attestés par les tonnages de pesticides qui diminuent. Il a également cité les avancées dans le domaine de

l'irrigation ! Curieuse attitude face à un lobby au conservatisme avéré, pour un représentant de la recherche publique, qui déclarait en conférence de presse en décembre 2005 « *l'agriculture française n'est pas durable, il faut qu'on l'aide changer à ses pratiques* » !

Le président d'une grande coopérative a ensuite demandé aux administrateurs de venir biner ses haricots qu'il ne pourra plus désherber chimiquement. Peut-être à l'occasion du prochain CA décentralisé de juin ? Selon les représentants FNSEA des agriculteurs, aucune alternative crédible à la chimie n'existe. Pas étonnant, quand on sait que ceux-ci s'opposent méthodiquement à la mise en œuvre, en dehors des biotechnologies végétales, de toutes les initiatives innovantes : refus d'accorder des moyens à la recherche appliquée et au développement agricole, blocage de la diffusion des quelques résultats probants obtenus... Devant une telle mauvaise foi, on en viendrait à conclure que seules des contraintes réglementaires pourraient avoir raison du bunker productiviste. Heureusement que le représentant du ministère de l'écologie a apporté une petite note positive...